

ELECTRICITE DE STRASBOURG

Société anonyme au capital de 71 090 040 €
Siège social : 26 boulevard du Président Wilson
67957 Strasbourg Cédex
558 501 912 R.C.S Strasbourg

A. Comptes semestriels consolidés

✓ Etats financiers

✓ Notes aux états financiers consolidés

✓ Informations générales et présentation des méthodes comptables et bases d'évaluation utilisées

- Note 1 : Faits marquants du premier semestre
- Note 2 : Principes généraux et normes comptables
- Note 3 : Périmètre de consolidation
- Note 4 : Information sectorielle
- Note 5 : Saisonnalité de l'activité
- Note 6 : Changement de présentation

✓ Notes explicatives aux comptes consolidés

- Note 7 : Produits des activités ordinaires
- Note 8 : Achats et variations de stocks
- Note 9 : Autres produits et charges financières
- Note 10 : Charge d'impôt sur le résultat
- Note 11 : Résultat par action
- Note 12 : Ensemble des immobilisations corporelles
- Note 13 : Autres actifs financiers non courants
- Note 14 : Actifs financiers courants
- Note 15 : Capital émis
- Note 16 : Primes et réserves
- Note 17 : Droits du concédant
- Note 18 : Provisions
- Note 19 : Passifs financiers
- Note 20 : Tableau des flux de trésorerie
- Note 21 : Autres engagements
- Note 22 : Transactions entre parties liées
- Note 23 : Information sectorielle

COMPTE DE RESULTAT

En K€

	Notes	30.06.2006	30.06.2005
Chiffre d'affaires (1)	7	246 223	240 780
Autres produits de l'activité	7	7 220	7 306
Produits des activités ordinaires (1)	7	253 443	248 086
Achats et variations de stocks	8	-129 071	-126 171
Charges externes		-9 857	-10 242
Impôts, taxes et versements assimilés		-7 895	-8 112
Frais de personnel	1.4.	-36 364	-31 451
Amortissements		-15 966	-15 609
Dépréciations		-3 734	-4 043
Variation de stocks de produits encours et de produits finis		137	-26
Autres produits et charges d'exploitation		-2 488	-2 561
Autres produits et charges opérationnels		-172	-20
Résultat opérationnel (1)		48 033	49 851
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		3 236	2 838
Coût de l'endettement financier brut		-86	-103
Coût de l'endettement financier net		3 150	2 735
Autres produits financiers (1)	9	1 348	31 188
Autres charges financières (1)	9	-1 553	-20 663
Charge d'impôt sur le résultat	10	-17 244	-21 796
Quote part dans le résultat net des entités comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		102	100
Résultat des activités abandonnées			
Résultat net consolidé		33 836	41 415
Intérêts minoritaires		18	16
Résultat net part du groupe		33 818	41 399

Résultat par action

Résultat de base par action	11	4.76	5.84
Résultat dilué par action	11	4.74	5.80

(1) changement de présentation voir note 6.

BILAN CONSOLIDE

En K€

ACTIF	Notes	30.06.2006	Exercice 2005
ACTIFS NON COURANTS			
Ecart d'acquisition			
Immobilisations incorporelles		<u>17 937</u>	19 000
Immobilisations corporelles	12	<u>589 209</u>	589 834
Immobilisations corporelles prises en location	12	<u>2 869</u>	2 971
Immeubles de placement	12	<u>45 514</u>	46 077
Titres mis en équivalence		<u>652</u>	707
Autres actifs financiers non courants	13	<u>193 106</u>	97 237
Autres actifs non courants		<u>1 310</u>	1 932
Impôt différé actif		<u>24 387</u>	23 996
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		<u>874 984</u>	781 753
ACTIFS COURANTS			
Stocks		<u>3 307</u>	3 200
Créances clients et autres débiteurs		<u>113 515</u>	114 579
Créance d'impôt à recouvrer		<u>277</u>	4
Actifs financiers courants	14	<u>144 586</u>	321 819
Trésorerie et équivalents de trésorerie		<u>16 989</u>	19 531
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		<u>278 674</u>	459 133
TOTAL DE L'ACTIF		<u>1 153 658</u>	1 240 886

PASSIF	Notes	30.06.2006	Exercice 2005
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis	15	<u>71 090</u>	70 942
Primes	16	<u>3 282</u>	977
Réserves	16	<u>100 529</u>	121 394
Résultat		<u>33 818</u>	53 381
Acomptes sur dividendes			-7 094
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		<u>208 719</u>	239 600
Intérêts minoritaires		<u>579</u>	591
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		<u>209 298</u>	240 191
PASSIFS NON COURANTS			
Droits du concédant	17	<u>322 491</u>	317 525
Provisions	18	<u>404 856</u>	402 795
Passifs financiers non courants	19	<u>6 323</u>	6 558
Autres passifs non courants		<u>29 047</u>	27 279
Impôts différés passif		<u>41 415</u>	64 859
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		<u>804 132</u>	819 016
PASSIF COURANT			
Provisions	18	<u>15 457</u>	15 929
Passifs financiers courants	19	<u>3 906</u>	7 985
Impôts à payer		<u>6 062</u>	12 880
Fournisseurs et autres créditeurs		<u>114 803</u>	144 885
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		<u>140 228</u>	181 679
TOTAL DU PASSIF		<u>1 153 658</u>	1 240 886

FLUX DE TRESORERIE

En K€

	30.06.2006	30.06.2005
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
RESULTAT OPERATIONNEL	48 033	49 851
Autres produits et charges opérationnels	172	20
Dotations aux Amortissements et provisions	26 440	24 213
Reprises des Amortissements et provisions	-5 133	-3 991
Résultat brut d'exploitation	69 512	70 093
Variation de stock	-107	42
Variation des créances d'exploitation	-1 206	18 755
Variation des dettes d'exploitation	-15 289	-22 830
Variation du BFR d'exploitation	-16 602	-4 032
Flux net de trésorerie d'exploitation	52 910	66 060
Autres encaissements et décaissements liés à l'activité	-19 522	-20 926
Frais financiers	-1 639	-20 729
Produits financiers	4 121	33 890
Dividendes reçus sociétés mises en équivalence	156	405
Impôts société, hors impôts sur les + values de cession	-18 854	-19 925
Autres charges et produits liés à l'activité	-192	-43
Quote part des opérations faites en commun		
Ajustement dérive de résultat + éléments non générateurs de trésorerie		
Autres	-3 114	-14 524
Flux net de trésorerie généré par l'activité	33 388	45 134
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décaissement / acquisition immobilisations incorporelles	-666	46
Décaissement / acquisition immobilisations corporelles	-18 198	-26 372
Encaissement / cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	19	682
Subventions d'investissement encaissées		
Décaissement / acquisition actifs financiers	-1 896	-17 348
Encaissement / cession actifs financiers	6 700	19 751
Trésorerie nette /acquisitions & cessions de filiales		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-14 041	-23 241
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital ou apports	2 453	
Dividendes versés aux actionnaires de la mère	-24 830	-15 607
Dividendes versés aux minoritaires	-30	-35
Droits des concédants	2 154	1 458
Variation des autres fonds propres		
Encaissement d'emprunts, d'avances s/consommation, de dettes diverses	70	79
Remboursement d'emprunts, d'avances s/consommation, de dettes diverses	-329	-929
Flux net trésorerie lié aux opérations de financement	-20 512	-15 035
VARIATION DE TRESORERIE - note 20	-1 165	6 858
Trésorerie et équivalents de trésorerie A L'OUVERTURE - note 20	250 204	213 872
Trésorerie et équivalents de trésorerie A LA CLOTURE - note 20	249 039	220 730

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En K€

	Notes	Capital	Réserves consolidées et résultat	Différences de conversion	Ecarts de réévaluation à la juste valeur des instruments financiers	Capitaux propres Part Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux propres au 1er janvier 2006		70 942	81 615		87 043	239 600	591	240 191
Augmentation de capital	1.4.	148	2 305					
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture					-42 322			
Autres retraitements								
Résultat			33 818					
Dividendes distribués			-24 830					
Capitaux propres au 30 juin 2006		71 090	92 908	0	44 721	208 719	579	209 298

	Notes	Capital	Réserves consolidées et résultat	Différences de conversion	Ecarts de réévaluation à la juste valeur des instruments financiers	Capitaux propres Part Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux propres au 1er janvier 2005 (1)		70 942	48 671(1)			119 613	608	120 221
Effet des changements de méthode comptable			3 211					
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture					33 355			
Résultat net de l'exercice			41 399					
Dividendes distribués ---Dividende concernant l'exercice précédent			-15 612					
Capitaux propres au 30 juin 2005 (1)		70 942	77 669(1)		33 355	181 966	596	182 562

(1) Les montants publiés au 30 juin 2005 ont été corrigés au 31 décembre 2005 de frais complémentaires aux avantages au personnel (voir note 3.3.1. de l'annexe consolidée du 31.12.2005).

✓ Informations générales et présentation des méthodes comptables et bases d'évaluation utilisées

Les méthodes comptables et les bases d'évaluation appliquées par le groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

Note 1 : Faits marquants du premier semestre 2006

1.1. Activité du Groupe ÉS

Au cours du premier semestre 2006, ES a poursuivi sa politique d'innovation commerciale, en confirmant la réussite de "dépannage électricité", en devenant le sponsor principal du Racing Club de Strasbourg et en s'engageant de façon toujours plus marquée dans les énergies renouvelables avec notamment l'essor des pompes à chaleur, la participation à venir à l'appel d'offres national "biomasse" et la poursuite active du projet d'éolienne de Grendelbruch.

Dans le même temps la consommation d'électricité sur notre territoire continue de progresser reflétant une croissance structurelle de l'activité économique, essentiellement dans les domaines résidentiel et tertiaire. Dans ces conditions et malgré un très léger fléchissement de nos ventes d'énergie (-0,3%), le chiffre d'affaires après retraitement de certains éléments non récurrents croît de 1%. Cette augmentation est essentiellement liée, en dépit d'une variation négative de plus values latentes de négoce, à :

- la croissance des ventes d'électricité au tarif régulé suite à l'impact des conditions climatiques favorables ;
- la forte contribution de notre filiale ECOTRAL (+50% par rapport à l'année écoulée) qui traduit le développement de l'activité du groupe ÉS dans le domaine des services énergétiques et de la maîtrise de l'énergie.

Par ailleurs les ventes de gaz qui ont démarré seulement en fin d'année 2005 se sont largement développées et témoignent de la capacité de l'entreprise à relever de nouveaux challenges dans le souci de proposer à la clientèle des offres mixtes.

En ce qui concerne le chantier fondamental de l'ouverture complète du marché au 01/07/2007, une étape décisive a été franchie avec la signature fin juin 2006 du contrat signé avec UEM et CGI de renouvellement de l'outil de facturation et de suivi des clients résidentiels qui nous permettra de disposer de toutes les fonctionnalités requises dans ce nouvel environnement.

Sur le plan technique, la volonté d'ES de maintenir nos ouvrages à un haut niveau de performances s'est traduite par la réalisation d'un volume toujours aussi important de travaux dans le souci clairement exprimé par le gestionnaire du réseau de distribution de répondre aux exigences de nos autorités concédantes.

Mise en forme : Puces et numéros

1.2. Contrat d'accès à la production

Le 2 janvier 2006, Électricité de Strasbourg (ÉS) a signé un contrat avec EDF lui permettant d'accéder directement à une puissance totale réservée de 100MW sur des outils de production présents en Alsace soit 50MW fournis par la centrale hydraulique de Strasbourg et 50MW fournis par la centrale nucléaire de Fessenheim. L'entreprise diversifie et sécurise ainsi ses achats par rapport aux marchés, et conforte sur le long terme l'approvisionnement de ses clients ayant déclaré leur éligibilité.

1.3. Contrat d'accès au réseau

Un nouveau contrat d'accès au réseau de transport (CART) a été signé entre ÉS et RTE le 23 mai 2006 avec effet rétroactif au 1er janvier 2006, date d'entrée en vigueur des tarifs d'utilisation des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité (TURP2). Contrairement au précédent tarif d'utilisation (TURP1), le TURP2 comporte des dispositions spécifiques applicables aux gestionnaires de réseaux de distribution raccordés au réseau de RTE ; en particulier il clarifie les règles de calcul de la compensation pour exploitation de liaisons à la même tension que le réseau public de transport. La prise en compte de ces règles dans le contrat d'accès au réseau permet à ÉS d'optimiser ses conditions financières d'utilisation du réseau RTE auquel les réseaux ÉS de 225kV et 63kV sont raccordés.

Suite à de longues négociations, une convention a été signée avec RTE le 20 juin 2006 pour la révision de la facturation d'acheminement de février 2003 à décembre 2005 en tenant compte des nouvelles règles de calcul définies par le TURP2. Cette convention prévoit une rétrocession par RTE au titre des droits précédemment payés par ES sur la période 2003-2005, se traduisant par un produit dans les comptes au 30 juin 2006 de 6,68M€ HT (voir note 8).

1.4. Augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe ES

Dans le cadre de l'autorisation donnée par l'assemblée générale extraordinaire d'ES du 3 juin 2004, le conseil d'administration a décidé en date du 23 février 2006 la réalisation d'une nouvelle augmentation de capital réservée aux salariés et retraités du Groupe ES par création et émission d'actions.

Les caractéristiques et avantages de cette augmentation de capital sont résumés ci-après :

	Formule 1	Formule 2
Rabais	30%	20%
Abondement	300%	200%
Incessibilité	10ans	5ans
Prix de cession unitaire en €	115,90€	132,46€
Limite de souscription	1 000€ de versement hors abondement par agent	1 000€ de versement hors abondement par agent

Le conseil d'administration du 22 juin 2006 a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital soit 14 814 actions nouvelles à 10€ de valeur nominale.

La décote de 687K€ et l'abondement de 1 237K€ au bénéfice des salariés du Groupe ES ont été enregistré en charges de personnel sur 2006 conformément à la norme IFRS2.

1.5. Certificats d'économies d'énergie ou certificats blancs

La loi n°2005-781 du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique soumet à des obligations d'économies d'énergie pour une période donnée les vendeurs d'électricité, de gaz, de chaleur, de froid, ... dont les ventes annuelles excèdent un certain seuil. Ces entreprises peuvent se libérer de leurs obligations en réalisant directement ou indirectement des économies d'énergie, ou en acquérant des certificats d'économies d'énergie. A défaut elles paieront une pénalité à l'échéance de la période donnée (période triennale).

La première période initialement prévue du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2008 a été reportée au 1^{er} juillet 2006 – 30 juin 2009 dans le décret n°2006-600/603/604 du 23 mai 2006 relatif aux obligations d'économies. Aucun impact n'est à constater dans les comptes semestriels 2006.

Note 2 : Principes généraux et normes comptables

Supprimé : __

2.1. Référentiel comptable

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés du groupe Electricité de Strasbourg sont conformes aux normes comptables internationales comprenant les IFRS (International Financial Reporting Standards) et les IAS (International Accounting Standards) ainsi que leurs interprétations publiées à ce jour au Journal Officiel de l'Union Européenne.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés en conformité avec IAS 34 Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2005.

La publication de ces états financiers a été autorisée le 31 août 2006 par le Conseil d'Administration.

La monnaie fonctionnelle et de présentation des états financiers du groupe est l'euro avec un niveau de précision retenu pour les états financiers qui est en milliers d'euros.

L'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation arrête leurs comptes sur l'année civile.

2.2. Point particulier : traitement des concessions de distribution publique d'électricité et de la concession de service public de Strasbourg – conformité aux normes IAS/IFRS

Les caractéristiques des contrats sont détaillées dans l'annexe annuelle 2005 sur les comptes consolidés en note 8 2). Immobilisations du domaine concédé.

L'IFRIC a publié en mars 2005 trois projets d'interprétation concernant les concessions (D12, D13 et D14) qui ont fait depuis l'objet de réunions successives pour analyser les réponses reçues à l'appel à commentaires. Le planning proposé par l'IFRIC prévoit une publication des interprétations définitives au cours du 3^{ème} trimestre 2006 mais se réserve la possibilité de décider d'un nouvel exposé sondage ce qui reporterait à nouveau le délai de publication. La date prévisionnelle d'entrée en vigueur des interprétations initialement prévue au 1^{er} janvier 2006 devrait être différée.

Dans l'attente d'une publication, l'IASB a indiqué que le traitement comptable des concessions appliqué dans les comptes établis aux normes IFRS doit respecter l'ensemble des normes IAS/IFRS actuelles.

L'évolution des interprétations de l'IFRIC sur les concessions ou les spécificités des contrats de concession de distribution publique d'électricité en France pourrait modifier les traitements comptables actuellement retenus.

Supprimé : d

● Constatation des actifs comme immobilisations corporelles du domaine concédé

L'enregistrement de l'ensemble des biens de la concession à l'actif du bilan d'ÉS, quelle que soit l'origine de leur financement, se justifie au regard d'IAS 16. En effet ES en assume le contrôle et le risque :

- ES exploite les ouvrages concédés à ses risques et périls sur toute la durée de la concession;
- ES assume la majeure partie des risques et avantages, tant techniques qu'économiques sur la durée de vie de l'infrastructure du réseau.

Ces immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements. Elles sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée.

● Constatation des passifs spécifiques des concessions

Les obligations contractuelles spécifiques au cahier des charges des concessions répondent aux critères de comptabilisation des passifs prévus par IAS 37.

☐ Droits sur les biens existants : ils correspondent au droit au retour gratuit de l'ensemble des ouvrages au bénéfice du concédant. Ce droit est constitué par la contre-valeur en nature des ouvrages – valeur nette comptable des biens mis en concession – déduction faite des financements non encore amortis du concessionnaire.

☐ Droits sur les biens à renouveler : ils correspondent aux obligations du concessionnaire au titre des biens à renouveler. Ces passifs non financiers recouvrent les rubriques suivantes :

- amortissement constitué sur la partie des biens financés par le concédant,
- provision pour renouvellement assise sur la différence entre la valeur de renouvellement à la date d'arrêté des comptes et la valeur d'origine, pour les seuls biens renouvelables avant le terme de la concession. Les dotations annuelles à la provision correspondent à l'écart entre la valeur de remplacement réappréciée chaque année en date de clôture et la valeur d'origine, diminué des provisions déjà constituées, le net étant amorti sur la durée de vie résiduelle des biens. Ceci conduit à enregistrer des charges qui progressent dans le temps.

Lors du renouvellement des biens, la provision et l'amortissement du financement du concédant constitués au titre du bien remplacé sont soldés et comptabilisés en droits sur les biens existants, étant considérés comme un financement du concédant sur le nouveau bien. L'excédent éventuel de provision est repris en résultat.

Pendant la durée de la concession, les droits du concédant sur les biens à renouveler se transforment donc, sans sortie de trésorerie au bénéfice du concédant, en droit du concédant sur les biens existants.

Dans ces conditions, les droits du concédant à récupérer gratuitement les biens existants croissent au fur et à mesure du renouvellement des biens.

● **Evaluation des passifs spécifiques des concessions**

La valeur des passifs spécifiques des concessions est déterminée comme suit :

- les droits du concédant sur les biens existants, représentatifs de la part réputée détenue par le concédant dans les biens sont évalués sur la base de la valeur des biens figurant à l'actif.
- les obligations au titre des biens à renouveler sont calculées à partir de la valeur estimée du bien à renouveler déterminée à chaque fin d'exercice en prenant en compte l'usure du bien à cette date avec pour assiette de calcul :
 - ☐ pour la provision pour renouvellement, la différence entre la valeur de remplacement du bien calculé en date de clôture et la valeur d'origine ;
 - ☐ pour l'amortissement du financement du concédant, le coût historique pour la partie des biens financés par le concédant.

L'évaluation de ces passifs est sujette à des aléas, entre autres en termes de coûts et de dates de décaissements.

Le Groupe considère qu'il convient d'évaluer les obligations au titre des biens à renouveler sur la base des clauses spécifiques des contrats de concession. Cette approche consiste à retenir le montant des engagements contractuels tel qu'il est calculé et communiqué annuellement aux concédants dans le cadre des comptes rendus d'activité.

En l'absence de telles dispositions contractuelles spécifiques, une approche alternative serait de déterminer le montant des engagements contractuels à partir de la valeur actuelle du montant à décaisser pour faire face au renouvellement des biens concédés à l'issue de leur durée de vie industrielle.

Le Groupe présente ci-après, à titre d'information, les effets de cette dernière approche, à savoir une actualisation des obligations de pourvoir au financement des biens à renouveler.

Les principales hypothèses retenues pour établir cette simulation sont les suivantes pour 2005 et le 30.06.2006 :

- l'assiette de calcul de la provision pour renouvellement est basée sur une valeur de remplacement estimée en fin de vie du bien en fonction d'un taux d'inflation prévisionnel de 2% par an, minorée de la valeur d'origine du bien. Ce montant est constitué au fur et à mesure de l'usure du bien et actualisé à partir d'un taux de 4,25%,
- l'amortissement du financement du concédant est également actualisé également au taux de 4,25%.

Le tableau qui suit donne les impacts d'une telle actualisation :

● **Impact compte de résultat – 30.06.2006 / 31.12.2005**

	30.06.2006	31.12.2005
En Millions € et avant impôt		
Résultat opérationnel	3,39M€	11,69M€
Autres charges financières	-5,53M€	-10,72M€
Résultat avant impôt	-2,14M€	0,97M€

● **Impact Bilan – Capitaux propres**

	30.06.2006	31.12.2005
En Millions € et avant impôt		
Au 1 ^{er} janvier	38,96M€	37,99M€
Au 31 décembre	36,82M€	38,96M€

L'évaluation des passifs des concessions selon cette méthode est comme la précédente soumise à des aléas de coûts et de décaissements ; elle est de plus sensible aux variations de taux d'inflation et d'actualisation.

2.3. Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés requiert de la part de la Direction, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses susceptibles d'impacter certains éléments d'actif et de passif et les montants des produits et des charges qui figurent dans ces états financiers, ainsi que les notes qui les accompagnent.

Le groupe Electricité de Strasbourg revoit ses estimations et appréciations de manière régulière sur la base de l'expérience passée et des autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes, les montants qui figureront dans les futurs états financiers pourraient différer de ces estimations actuelles.

Note 3 : Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est inchangé par rapport à la clôture 2005.
L'annexe consolidée 2005 dans sa note 45 détaille la liste des sociétés incluses dans le périmètre.

- Supprimé :
- Supprimé :
- Supprimé :
- Supprimé : e c

Note 4 : Information sectorielle

L'information sectorielle présentée est basée sur l'organisation interne et la gestion de l'entreprise. L'information primaire retenue pour le Groupe Electricité de Strasbourg est représentée par deux secteurs d'activité qui sont : la distribution d'énergies et les autres activités. Le Groupe Electricité de

- Supprimé : ¶
Note 6 :
- Supprimé :
- Supprimé :

Strasbourg ayant ses actifs et ses clients essentiellement sur l'Alsace du Nord, une information secondaire par zone géographique n'est pas pertinente. De ce fait, elle n'a pas été réalisée.

Le secteur "distribution d'énergies", métier de base d'Électricité de Strasbourg, regroupe les activités de gestion de réseaux et de commercialisation d'énergies et de services.

Le secteur "autres activités" regroupe essentiellement les activités des filiales et les activités exercées par Electricité de Strasbourg ne relevant pas du métier de base (éclairage public, immobilier, ...).

Les transactions entre secteurs sont réalisées aux prix du marché.

Note 5 : Saisonnalité de l'activité

Le résultat opérationnel intermédiaire dégagé est caractérisé par une importante saisonnalité liée à un haut niveau d'activité sur le premier semestre de l'année civile. Le phénomène, fonction des conditions climatiques et de la tarification, est d'amplitude variable selon les années.

Note 6 : Changement de présentation

Au cours du second semestre 2005, la société ÉS a décidé de présenter l'ensemble des impacts compte de résultat liés aux opérations de négoce en chiffre d'affaires (livraison physique y compris dénouement avant livraison et juste valeur des dérivés).

L'impact du changement de présentation est le suivant :

		En K€	
	30.06.2006	30.06.2005 retraité	30.06.2005 publié
Chiffre d'affaires	246 223	251 816	240 780
Produits des activités ordinaires	253 443	259 122	248 086
Résultat opérationnel	48 033	60 887	49 851
Autres produits financiers	1 348	921	31 188
Autres charges financières	-1 553	-1 432	-20 663

✓ Notes explicatives aux comptes consolidés

Note 7 : Produits des activités ordinaires

	30.06.2006	30.06.2005 retraité (1)	30.06.2005
Ventes d'énergie et péage	233 920	241 552	230 516
Prestations de Services	4 274	3 422	3 422
Ventes de Marchandises	293	241	241
Autres produits d'exploitation	7 736	6 601	6 601
Chiffre d'affaires	246 223	251 816	240 780
Production immobilisée	3 090	3 088	3 088
Subventions d'exploitation	4 130	4 218	4 218
Autres produits de l'activité	7 220	7 306	7 306
Total	253 443	259 122	248 086

Supprimé : ¶

... [1]

(1) Reclassement des produits et charges liés au négoce en chiffre d'affaires voir note 6 Changement de présentation.

Les subventions d'exploitation comprennent essentiellement la subvention CSPE reçue au titre de la Contribution au Service Public de l'Electricité.

Pour une comparaison 2006/2005, le chiffre d'affaires du 30 juin 2005 doit être corrigé de la revalorisation exceptionnelle de l'énergie en compteurs d'un montant de 8,07M€, ce qui porte la variation du chiffre d'affaires juin 2006 - juin 2005 à +2,5M€.

Note 8 : Achats et variations de stocks

	30.06.2006	30.06.2005
Achats matières premières & autres approvisionnements	-2 519	-2 139
Achats de sous-traitance	-1 905	-1 138
Achats d'énergie	-123 677	-121 975
Achats non stockés, matériel et fournitures	-970	-905
Achats de marchandises		-14
Total	-129 071	-126 171

Supprimé : ¶

... [2]

Les montants ci-dessus incluent les variations de stocks.

Pour une comparaison 2006/2005, les achats d'énergie doivent être corrigés de l'avoir RTE pour 6,68M€ (voir note 1.3. Contrat d'accès au réseau).

Note 9 : Autres produits et charges financières

Supprimé : ¶

	30.06.2006	30.06.2005 retraité (1)	30.06.2005
Produits financiers des participations	133	97	97
Résultat de cessions sur actifs financiers	363	20	20
Dotations et reprises de provisions sur titres immobilisés	1		
Juste valeur positive des instruments financiers			17 349
Produits financiers sur négoce			12 918
Autres produits financiers	851	804	804
Total	1 348	921	31 188
Charges financières sur négoce			-17 991
Coût d'actualisation des provisions liées au personnel	- 1 472	-1 318	-1 318
Juste valeur négative des instruments financiers dérivés			-1 240
Autres charges financières	- 81	-114	-114
Total	- 1 553	-1 432	-20 663

(1) Reclassement des produits et charges liés au négoce en chiffre d'affaires voir note 6 Changement de présentation.

Supprimé : ¶

... [3]

Note 10 : Charge d'impôt sur le résultat

Supprimé : ¶

Détail de la charge d'impôt	30.06.2006	30.06.2005
Impôt courant exigible	18 854	19 925
Impôts différés	-1 610	1 871
Total	17 244	21 796

La charge d'impôt courant provient d'ÉS pour 18 071 K€.

La variation des impôts différés est liée à la forte diminution de la variation de juste valeur des instruments financiers dérivés.

Le taux de base de l'impôt courant exigible est de 33,33% pour 2006, contrairement à 2005 aucune contribution additionnelle ne s'y rajoute. Le taux d'impôt différé utilisé est de 34,43% compte tenu du complément d'impôt issu de la loi sur le financement de la sécurité sociale de 3,3%.

Électricité de Strasbourg SA a fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2002 et 2003.

Le 9 juin 2006, la société a réceptionné la notification des conséquences financières du contrôle qui laisse apparaître une dette totale de 0,3M€ soit un impact de 0,1M€ dans les comptes du 30 juin 2006.

Note 11 : Résultat par action

	30.06.2006	30.06.2005
Résultat de base par action	4.76	5.84
Résultat net selon le compte de résultat	33 835 980	41 415 418
Nombre d'actions émises (voir note 15)	7 109 004	7 094 190
Résultat dilué par action	4.74	5.80
Résultat net selon le compte de résultat	33 835 980	41 415 418
Nombre d'actions autorisées	7 134 386	7 134 386

Note 12 : Ensemble des immobilisations corporelles

12.1. Immobilisations corporelles

<u>Flux des immobilisations corporelles</u>	<u>A l'ouverture</u>	<u>Mouv. De Périmètre</u>	<u>Aug.</u>	<u>Dim.</u>	<u>Autres variations</u>	<u>A la clôture</u>
Domaine privé						
Terrains	7 550					7 550
Constructions	34 913		10		570	35 493
Installation technique	75 054			152	1 043	75 944
Autres immobilisations corporelles	22 980		81	328	1 272	24 005
Immobilisations en-cours	2 775		1 531		-3 145	1 161
Avances et acomptes s/ immo corporelles						
Domaine concédé						
Construction	23 529			3	309	23 834
Réseaux	520 396			1 120	17 629	536 904
Autres installations, matériels et outillage	232 766			1 000	3 984	235 750
Immobilisations en cours	22 945		10 822		-20 700	13 068
Avances et acomptes s/ immo corporelles	2 094		1 363		-789	2 669
Total brut	945 002		13 808	2 603	173	956 379
Total amortissements	355 168					367 170
Total net	589 834					589 209

Aucun indice de perte de valeur n'a été relevé au 30 juin 2006.

Engagements	Acquisition
Domaine privé et concédé	18 806
Dont échéance <1an :	9 403
Dont échéance de 1à 5 ans :	9 403

12.2. Immobilisations corporelles prises en location et immeubles de placement

Aucune acquisition, aucun engagement d'acquisition, perte de valeur ou cession n'a été constaté au 30 juin 2006.

Information sur la juste valeur au 30.06.06

	Montants
Juste valeur des Immeubles de placement	52 358

Supprimé : ¶

Détail des valeurs au bilan

... [4]

Supprimé : ¶

Supprimé : —Saut de page—

¶

Note 13 : Autres actifs financiers non courants

<u>Actifs financiers évalués à la juste valeur</u>	<u>Juste valeur</u> 30.06.2006	<u>Revalorisation / Résultat</u> 30.06.2006	<u>Revalorisation / Capitaux propres</u> 30.06.2006	<u>Revenus perçus</u> 30.06.2006
Actifs disponibles à la vente - titres	2 699			133
Actifs disponibles à la vente - VMP	8 099			117
Actifs détenus à des fins de transaction	9 565			92
Compte courant EDF et autres (échéance > 1 an)	163 372			2 276
Instruments financiers dérivés	5 539	-5 749		
Total	189 274	-5 749		2 618

<u>Actifs financiers évalués au coût amorti</u>	<u>Valeur comptable</u> 30.06.2006	<u>Revenus perçus</u> 30.06.2006
Prêts et créances émis par l'entreprise	3 814	87
Dépôt et cautionnement	18	
Total	3 832	87

Malgré une baisse des instruments financiers dérivés de 5,7M€ par rapport au 31 décembre 2005, les autres actifs financiers non courants sont en augmentation suite à des renouvellements de placements auprès d'EDF.

Note 14 : Actifs financiers courants

<u>Actifs financiers évalués à la juste valeur</u>	<u>Juste valeur</u> 30.06.2006	<u>Revalorisation / Résultat</u> 30.06.2006	<u>Revalorisation / capitaux propres</u> 30.06.2006
Valeurs mobilières de placement (échéance > 3 mois)	3 026		
Compte courant EDF (placements > 3 mois)	59 806		
Instruments financiers dérivés - couverture	67 849		-64 508
Instruments financiers dérivés	9 454	1 544	
Total	140 135	1 544	-64 508

<u>Actifs financiers évalués au coût amorti</u>	<u>Valeur comptable</u> 30.06.2006	<u>Revenus perçus</u> 30.06.2006
Prêts et créances émises par l'entreprise	845	19
Dépôt et cautionnement	3 606	97
Total	4 451	116

La diminution des actifs financiers courants s'explique par le renouvellement de placements à échéance > 1 an auprès d'EDF et aux instruments financiers dérivés de couverture qui sont échus au 1^{er} semestre 2006.

Note 15 : Capital émis

	30.06.2006	31.12.2005
Capital émis	71 090	70 942
Nombre d'actions en circulation début d'exercice	7 094 190	7 094 190
Nombre d'actions émises durant l'exercice (note 1.4)	14 814	-
Nombre d'actions en circulation fin d'exercice	7 109 004	7 094 190
Valeur nominale	10 €	10 €

Les actions ont toutes les mêmes droits de vote.

Nombre d'actions autorisées	7 134 386	7 134 386
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	7 109 004	7 094 190
Nombre d'actions émises et non entièrement libérées	0	0

Note 16 : Primes et réserves

	30.06.2006	31.12.2005
Primes d'émission (1)	3 282	977
Total	3 282	977
Réserves légales	7 094	7 094
Autres réserves – comptes sociaux	16 533	264
Réserves consolidées (2)	76 902	114 036
Total	100 529	121 394

Supprimé : 77

Supprimé : 341

Supprimé : 968

(1) L'augmentation du poste primes d'émission de 2,3M€ est liée à l'augmentation de capital réservée aux salariés de juin 2006 (voir note 1.4.).

(2) La baisse des réserves consolidées s'explique principalement par la livraison du 1^{er} semestre 2006 des dérivés de couverture comptabilisés au 31.12.05 (contrat BFTC).

Note 17 : Droits du concédant

	Mise du concédant DP et DSP	Subventions DP et DSP	Subventions en cours	Provision pour renouvellement utilisée	Amort. du financement du concédant	Total
A l'ouverture	<u>12 756</u>	<u>81 389</u>	<u>1 082</u>	<u>123 021</u>	<u>99 277</u>	<u>317 525</u>
Augmentations de l'exercice		<u>2 370</u>	<u>-217</u>		<u>6 741</u>	<u>8 895</u>
Diminutions de l'exercice		<u>100</u>		<u>1 068</u>	<u>29</u>	<u>1 197</u>
Transferts compte à compte	<u>269</u>	<u>-1 842</u>		<u>2 341</u>	<u>-3 500</u>	<u>-2 732</u>
Total à la clôture	<u>13 025</u>	<u>81 817</u>	<u>866</u>	<u>124 294</u>	<u>102 489</u>	<u>322 491</u>

Note 18 : Provisions

	A l'ouverture	Mouv. de Périmètre	Dotation	Reprise conso.	Reprise sans objet	Autres mvts	A la clôture	Courant (< 1 an)	Non Courant (> 1 an)
Prov. litiges	647		<u>59</u>				<u>706</u>	<u>706</u>	
Prov. garanties données	99		<u>10</u>				<u>109</u>	<u>35</u>	<u>74</u>
Prov. autres risques	49			<u>45</u>	<u>2</u>		<u>2</u>	<u>2</u>	
Prov. pour le personnel (1)	57 047		<u>4 969</u>	<u>4 453</u>			<u>57 563</u>	<u>6 394</u>	<u>51 169</u>
Prov. pour impôts	475			<u>59</u>			<u>416</u>	<u>119</u>	<u>297</u>
Prov. pour renouvellement d'immo. DSP (2)	247 668		<u>3 796</u>		<u>803</u>	<u>-554</u>	<u>250 107</u>	<u>3 000</u>	<u>247 107</u>
Prov. pour renouvellement d'immo. DP (2)	106 992		<u>2 457</u>		<u>587</u>	<u>-3 115</u>	<u>105 747</u>	<u>4 001</u>	<u>101 746</u>
Prov. pour autres charges	5 747		<u>1</u>		<u>85</u>		<u>5 663</u>	<u>1 200</u>	<u>4 463</u>
Total	418 724		<u>11 292</u>	<u>4 557</u>	<u>1 477</u>	<u>-3 669</u>	<u>420 313</u>	<u>15 457</u>	<u>404 856</u>

(1) Dont 51 884K€ au titre des avantages postérieurs à l'emploi, 1 507K€ au titre des avantages à court terme et 4 172K€ au titre des avantages à long terme.

(2) Voir note 2.2. Point particulier des concessions de distribution publique d'électricité et de la concession de service public de Strasbourg – conformité aux normes IAS/IFRS.

Note 19 : Passifs financiers courants et non courants

		COURANT	NON COURANT	
	30.06.2006	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de 5 ans
Dépôts et cautionnements reçus	<u>3 471</u>	<u>729</u>		<u>2 742</u>
Emprunts auprès des établissements de crédit	<u>582</u>	<u>213</u>	<u>369</u>	
Dettes financières divers	<u>3 318</u>	<u>106</u>	<u>906</u>	<u>2 306</u>
Instruments financiers dérivés	<u>2 858</u>	2 858		
Total	<u>10 229</u>	<u>3 906</u>	<u>1 275</u>	<u>5 048</u>

La diminution des passifs financiers courants s'explique par la baisse des instruments financiers dérivés de -4M€.

Note 20 : Tableau des flux de trésorerie

Réconciliation du poste trésorerie présenté dans le tableau des flux de trésorerie avec les éléments du bilan

	Trésorerie à l'ouverture	Trésorerie à la clôture
Autres actifs financiers non courants (1):	66 924	169 264
Actifs financiers courants (1)	172 980	62 832
Trésorerie et équivalent de trésorerie (2)	19 531	16 988
Autres passifs (2)	-9 231	-45
Total	250 204	249 039

Supprimé : 862

La variation de trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie comprend non seulement le poste « Trésorerie et équivalent de trésorerie » mais également le compte courant EDF (1) et les instruments de trésorerie à l'actif ou au passif du bilan constitués par les appels de marges POWERNEXT FUTURE (2).

Note 21 : Autres engagements

Les engagements mentionnés dans cette note comprennent tous les engagements hors bilan identifiés par le Groupe comme significatifs.

Engagements donnés

en K€

Avals et cautions	1 417
Engagements sur investissements	18 806
Engagements sur exploitation	6 221
Garantie de passif	30 000
Autres engagements	6 533

Au 30 juin 2006, les engagements d'achats d'énergie de l'entreprise s'élèvent à 329,4M€, pour des contrats à terme à échéance de moins de 3 ans et le contrat d'accès à la production (voir note 1.2.), en contrepartie des ventes aux clients finaux régulés ou ayant exercé leur éligibilité ainsi que des positions de négoce.

Engagements reçus

en K€

Avals et cautions	169
Autres engagements reçus	12 295
Engagement de rachat de titres	6 663

Le contrat BFTC, qui est un instrument de couverture qui se caractérise par un contrat d'échange entre tarifs de cession et prix marché, est valorisé en juste valeur dans les comptes au 30 juin 2006 pour la somme de 58,15M€.

Note 22 : Transactions entre parties liées

Société mère directe : EDEV
90, Esplanade du Gal de Gaulle
92400 COURBEVOIE

Société mère ultime : EDF
22-30, Avenue de Wagram
75382 PARIS Cedex 08

Les informations présentées ci-dessous représentent les éléments les plus significatifs.

	30.06.2006 en K€
Achats d'énergie et péages	47 112
Services extérieurs	- 259
Autres charges d'exploitation	- 507
Intérêts sur compte courant	3 108
Compte courant cash pooling	6 233
Solde du compte client	30 353
Solde du compte courant	220 971
Solde du compte fournisseur	355

Transactions effectuées avec des sociétés liées	30.06.2006 en K€
Prestations de services	587
Solde du compte client	115
Solde du compte fournisseur	247

Engagements effectués avec des sociétés liées	30.06.2006 en K€
Engagements donnés	
Engagements reçus	58 151

Note 23 : Information sectorielle

	Distribution		Autres activités		-	-
	30.06.2006	30.06.2005	30.06.2006	30.06.2005	Consolidé 30.06.2006	Consolidé 30.06.2005
Chiffre d'affaires	239 077	234 431	7 146	6 349	246 223	240 780
Autres produits de l'activité	6 915	7 010	305	296	7 220	7 306
Produits des activités ordinaires	245 992	241 441	7 451	6 645	253 443	248 086
RESULTAT	-	-	-	-	-	-
Résultat sectoriel	47 055	47 592	1 323	2 223	48 378	49 815
Frais de siège non affectés	-	-	-	-	-345	36
Résultat opérationnel	-	-	-	-	48 033	49 851
Résultat financier	2 148	14844	797	-1584	2 945	13 260
Quote part dans le résultat net des entités compa. selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	102	100	102	100
Impôts sur le résultat	-	-	-	-	-17 244	-21 796
Résultat net	-	-	102	100	33 836	41 415

Supprimé : <sp>Bilan(BILAN)
ACTIFS NON COURANT ... [6]

B. Rapport d'activité du premier semestre 2006

Cf A. Comptes semestriels consolidés, note n°1.

C. Evolution du résultat social d'ÉS S.A

Le résultat net au 30/06/2006 s'élève à 37,0 M€ contre 27,0 M€ pour le 1^{er} semestre 2005, soit une hausse de + 37,1 %. Cette évolution favorable s'explique principalement, outre les conditions climatiques, par l'effet différé des plus values latentes de négoce enregistrées dans les comptes consolidés en 2005. Elle traduit également la poursuite des efforts de productivité menés depuis plusieurs années dans l'entreprise.

Le bon niveau du résultat social permettra à la société de reconstituer ses réserves suite à l'impact de la réforme des retraites et devrait permettre une poursuite de la politique actuelle de distribution de dividendes.

D. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes semestriels consolidés

(Période du 1^{er} janvier 2006 au 30 juin 2006)

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société ELECTRICITE DE STRASBOURG, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous

les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes aux comptes semestriels consolidés :

Le paragraphe 1.3. Contrat d'accès au réseau, des notes annexes aux états financiers, qui décrit :

le contrat d'accès au réseau de transport signé entre RTE et Electricité de Strasbourg le 23 mai 2006 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2006,

la convention signée entre RTE et Electricité de Strasbourg le 20 juin 2006 prévoyant la révision de la facturation d'acheminement de février 2003 à décembre 2005 et la rétrocession au titre des droits précédemment payés, se traduisant par un produit de 6,68 M€ dans les comptes semestriels.

Le paragraphe 2.2 des notes annexes aux états financiers :

Cette note expose que le traitement comptable des concessions appliqué au 30 juin 2006, identique à celui du traitement 31 décembre 2005, respecte les normes IAS/IFRS actuelles. L'évolution des interprétations de l'IFRIC pour les concessions ou les spécificités des contrats de concession de distribution publique d'électricité en France pourrait modifier à l'avenir les traitements comptables actuellement retenus.

En particulier, l'approche privilégiée par Electricité de Strasbourg pour représenter au bilan ses obligations dans le cadre du renouvellement des biens du domaine concédé relevant de la distribution publique d'électricité et de la concession de service public de Strasbourg est décrite en note 2.2. et repose sur la spécificité des contrats de concessions. Elle consiste à retenir le montant des engagements contractuels tel qu'il est calculé et communiqué annuellement aux concédants dans le cadre des comptes-rendus d'activité. Une approche alternative, fondée sur la valeur actuelle des montants à décaisser pour faire face au renouvellement de ces biens à l'issue de leur durée de vie industrielle, donnerait une représentation différente des obligations vis-à-vis des concédants. Les effets qu'aurait eu l'adoption de cette dernière approche sur les comptes sont présentés à titre d'information dans la note 2.2. L'évaluation du passif des concessions est sujette à des aléas, notamment en termes de coûts et de dates de décaissements.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels. Fait à Strasbourg et Schiltigheim, le 4 septembre 2006

Cabinet EINHORN, MAZARS et GUERARD
Dominique MULLER
Valentin WITTMANN

Cabinet KPMG
Pascal MAIRE

	31.12.2005	31.12.2004 Pro forma IFRS	31.12.2004 Retraité IFRS
Ventes d'énergie et péage	439 521	444 939	456 623
Prestations de Services	7 389	7 596	7 596
Ventes de Marchandises	486	401	401
Autres produits d'exploitation	13 589	13 581	13 581
Chiffre d'affaires	460 985	466 517	478 201
Production immobilisée	6 671	8 408	8 408
Subventions d'exploitation	8 781	6 054	6 054
Autres produits de l'activité ordinaire	15 452	14 462	14 462
Total	476 437	480 979	492 663

	31.12.2005	31.12.2004 Pro forma IFRS	31.12.2004 Retraité IFRS
Achats matières premières & autres approvisionnements	-4 266	-5 532	-5 532
Achats de sous-traitance	-2 817	-2 147	-2 147
Achats d'énergie	-239 237	-277 125	-278 200
Achats non stockés, matériel et fournitures	-2 376	-2 655	-2 655
Achats de marchandises	-23	-24	-24
Total	-248 719	-287 483	-288 558

	31.12.2005	31.12.2004 Pro Forma IFRS	31.12.2004 Retraité IFRS
Produits financiers des participations	169	185	185
Résultat de cessions d'immobilisations financières	47	-1	-1
Dotations et reprises de provisions sur titres immobilisés		667	667
Produits financiers sur négoce		1 058	1 058
Autres produits financiers	1 417	563	890
Total	1 633	2 472	2 799
Charges financières sur négoce		-208	-208
Coût d'actualisation des provisions liées au personnel	-2 803	-2 818	-28 270
Autres charges financières	-175	-901	-959
Total	-2 978	-3 927	-29 437

Détail des valeurs au bilan

	Valeurs Brutes 31.12.2005	Amort. et Prov. 31.12.2005	Valeurs Nettes 31.12.2005	Valeurs Nettes Retraité IFRS 31.12.2004
Domaine privé				
Terrains	7 550	554	6 996	7 253
Constructions	34 913	10 378	24 535	25 513

Installation technique	75 054	48 157	26 897	28 063
Autres immobilisations corporelles	22 980	17 603	5 377	6 109
Immobilisations en-cours	2 775		2 775	2 051
Avances et acomptes s/ immo corporelles				
Domaine concédé				
Construction	23 529	13 104	10 425	10 873
Réseaux	520 396	159 228	361 168	350 552
Autres installations, matériels et outillage	232 766	106 144	126 622	124 968
Immobilisations en cours	22 945		22 945	21 939
Avances et acomptes s/immo corporelles	2 094		2 094	1 004
Total	945 002	355 168	589 834	578 325

Flux des immobilisations corporelles	A l'ouverture	Mouv. de Périmètre	Aug.	Dim.	Autres variations	A la clôture
Domaine privé						
Terrains	7 553			12	10	7 551
Constructions	34 138			237	1 011	34 912
Installation technique	74 258		40	1 119	1 875	75 054
Autres immobilisations corporelles	22 731			1 276	1 525	22 980
Immobilisations en-cours	2 051		5 629		-4 905	2 775
Avances et acomptes s/ immo corporelles						
Domaine concédé						
Construction	23 232			6	303	23 529
Réseaux	498 175			1 473	23 694	520 396
Autres installations, matériels et outillage	224 311			823	9 278	232 766
Immobilisations en cours	21 939		28 922		-27 916	22 945
Avances et acomptes s/immo corporelles	1 004		2 054		-964	2 094
Total	909 392		36 645	4 947	3 936	945 002

Flux des amortissements des immobilisations corporelles	A l'ouverture	Mouv. de Périmètre	Dotation	Reprise	Cession	Autres mvts	A la clôture
Domaine privé							
Amort. / Terrains	300		254				554
Amort. / Construction	8 625		2 456		116	-587	10 377
Amort. / Installations techniques	46 195		3 015		1 109	56	48 157
Amort. / Autres immobilisations corporelles	16 622		2 066		1 206	121	17 603
Domaine concédé							
Amort. / Construction	12 359		607		4	142	13 104
Amort. / Réseaux	147 623		3 285		1 483	9 803	159 228
Amort. / Autres Installations, matériel et outillage	99 343		4 002		825	3 624	106 144
Total	331 067		15 685		4 743	13 159	355 168

Actifs financiers évalués à la juste valeur	Juste valeur 31.12.2005	Revalorisation / Résultat 31.12.2005	Revalorisation / capitaux propres 31.12.2005	Revenus perçus 31.12.2005
Actifs disponibles à la vente - titres	2 699			11
Actifs disponibles à la vente - VMP	7 999			230
Actifs détenus à des fins de transaction	9 526			78
Compte courant EDF et autres (échéance >1an)	61 637			1 418
Instruments financiers dérivés	11 288	11 288		

Actifs financiers évalués au coût amorti

Valeur comptable
31.12.2005

Revenus perçus
31.12.2005

Prêts et créances émises par l'entreprise	4 070	196
Dépôt et cautionnement	18	1
Total	4 088	197

Échéances	Montants
+1 an à 5 ans	2 987
+ 5ans	1 101
Total	4 088

Page 19: [6] Supprimé Christine Hamm 02/08/2006 16:50:00

Bilan(BILAN)

ACTIFS NON COURANTS

Distribution		Autres activités		Consolidé 30.06.2006	Consolidé 30.06.2005
30.06.2006	30.06.2005	30.06.2006	30.06.2005		

Chiffre d'affaires	234 431	6 349	0	240 780
Autres produits de l'activité	7 010	296	0	7 306
Produits des activités ordinaires	0	241 441	0	248 086

RESULTAT

Résultat sectoriel	47 592	2 223	0	49 815
Frais de siège non affectés			0	36
Résultat opérationnel			0	49 851
Résultat financier	14844	-1584	0	13 260
Quote part dans le résultat net des entités compta. selon la méthode de la mise en équivalence		100	0	100
Impôts sur le résultat			0	-21 796
		Résultat net	0	41 415

Ecart d'acquisition			
Immobilisations incorporelles	22	17 937	19 000
Immobilisations corporelles	23	589 209	589 834
Immobilisations corporelles prises en location	24	2 869	2 971
Immeubles de placement	25	45 514	46 077
Titres mis en équivalence	26	652	707
Autres actifs financiers non courants	27	193 106	97 237
Autres actifs non courant	28	4 421	1 932
Impôt différé actif	31	24 387	23 996
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		878 096	781 753
ACTIFS COURANTS			
Stocks	29	3 307	3 200
Créances clients et autres débiteurs	30	110 404	114 579
Créance d'impôt à recouvrer		277	4
Actifs financiers à court terme	32	144 586	321 819
Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	16 989	19 531
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		275 563	459 133

TOTAL DE L'ACTIF		1 153 659	1 240 886
CONTROLE		0	-0
PASSIF	Notes	Montants N	Montants N-1 proforma
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis	34	71 090	70 942
Primes	35	3 282	977
Réserves	35	100 968	121 394
Résultat		33 379	53 381
Acomptes sur dividendes			-7 094
TOTAL DES CAPITAUX		208 718	239 600
PROPRES DU GROUPE			
Intérêts minoritaires		579	591
TOTAL DES CAPITAUX		209 298	240 191
PROPRES DE L'ENSEMBLE			
PASSIFS NON COURANTS			
Droits du concédant	36	322 491	317 525
Provisions	37	405 082	402 795
Passif financier non courant	38	6 278	6 558
Autres passifs non courants	39	29 047	29 574
Impôts différés passif	31	41 415	64 859
TOTAT DES PASSIFS NON		804 314	821 310
COURANTS			
PASSIF COURANTS			
Provisions	37	15 231	15 929
Passif financier courant	38	3 951	7 985
Impôts à payer		6 062	12 880
Fournisseurs et autres créditeurs	39	114 803	144 885
TOTAL DES PASSIFS		140 047	181 679
COURANTS			
TOTAL DU PASSIF		1 153 659	1 240 886
CONTROLE		-0	2 294